

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article428>



# "Les bonus des banquiers tournent à la crise politique à Londres". Par Eric Albert

- International -



Date de mise en ligne : mercredi 12 janvier 2011

---

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

---

« **Le directeur de Barclays a dû s'expliquer tandis que Downing Street tente d'expliquer son laisser-faire.**

La question des bonus des banquiers se transforme à nouveau en crise politique en Grande-Bretagne. Après une matinée où les députés ont passé sur le grill le patron de Barclays, Bob Diamond, le gouvernement britannique a été forcé de se défendre à la Chambre des communes sur son attitude jugée trop laxiste par l'opposition sur le sujet.

L'opposition travailliste a posé une "question urgente" au parlement, s'étonnant des propos de David Cameron, qui affirmait dimanche ne pas pouvoir faire grand-chose pour arrêter les bonus. Le premier ministre britannique soulignait en particulier qu'il fallait faire attention à ne pas endommager les banques britanniques.

### **Pourparlers en cours**

George Osborne, le chancelier de l'Echiquier, a tenté de s'expliquer au nom du gouvernement. Il affirme qu'il est *"en discussion avec les banques pour voir s'il peut trouver un accord"*. Il demande deux choses aux instituts financiers : d'une part de payer *"des bonus inférieurs à ce qu'ils auraient normalement fait"* et d'être plus transparents sur le sujet ; d'autre part de s'engager à augmenter leurs prêts aux entreprises et aux particuliers britanniques. L'opposition n'est pas impressionnée, et demande de réinstaurer pour un an la taxe exceptionnelle de 50% sur les bonus (en place l'an dernier).

Avant le débat à la Chambre des communes, le comité parlementaire au Trésor avait reçu Bob Diamond, le nouveau directeur général de Barclays. L'un des banquiers les mieux payés au monde - il a empoché environ 100 millions de francs [suisses] en cash et actions sur les quatre dernières années (son nouveau salaire peut atteindre un maximum de 17,5 millions de francs par an, dont 60% en bonus de long terme).

Pendant deux heures et demie, les députés ont tenté de le déstabiliser. Mais Bob Diamond n'a pas craqué et a refusé de renoncer publiquement à son bonus cette année. *"C'est une décision personnelle, que je prendrai en concertation avec ma famille"*, répond Bob Diamond, qui rappelle qu'il a l'an dernier renoncé à son bonus.

Sa défense consiste à avertir des dangers découlant des limitations sur les fortes rémunérations. *"On ne peut pas isoler les bonus et dire que cela n'aura pas de conséquences."* Selon lui, cela ferait fuir les banques hors du Royaume-Uni et cela affaiblirait la reprise économique, en réduisant les prêts. *"On peut choisir de ne pas avoir de banques d'investissements au Royaume-Uni, mais je ne crois pas que ce serait à l'avantage du pays."* Il précise cependant qu'il n'a pas l'intention de déménager le siège de Barclays aux États-Unis, contrairement à d'insistantes rumeurs.

Le comité parlementaire n'a pas caché son scepticisme sur sa ligne de défense. *"Comment expliquer qu'un banquier ait besoin d'un tel bonus, contrairement aux infirmières ou aux chirurgiens ?"* a lancé un député. *"Vous ne risquez pas votre chemise, n'est-ce pas ?"* a ajouté un autre. *"Vous avez parié, et vous avez gagné, mais nous avons tous perdu"* a attaqué un troisième.

Toujours très calme, Bob Diamond n'a rien lâché, répétant systématiquement l'importance de maintenir un système bancaire "compétitif" en Grande-Bretagne. Il a conclu sur un appel à tourner la page : *"La période de remords et des excuses de la part les banques devrait être terminée."* Visiblement, la classe politique britannique ne l'entend pas de cette oreille. » **Eric Albert**

Article d'Eric Albert, [letemps.ch](http://letemps.ch), le 12/01/11.